

<http://lipietz.net/Effet-de-serre-Le-vote-de-la-honte>

Communiqué de presse

Effet de serre : Le vote de la honte

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: jeudi 29 novembre 2007

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Alors que le rapport sur "Commerce international et Le changement climatique" avait été adopté à a quasi unanimité en Commission du Commerce international après six mois d'auditions et de débats, nous apprenions, hier à minuit, que le PPE (avec l'abstention des socialistes) s'opposait dorénavant au paragraphe 4, qui expliquait que "le modèle économique actuel, maximisant la consommation, la production et le transport, n'est pas soutenable en ce qu'il entraîne l'augmentation perpétuelle de la demande de ressources, des gaspillages et des pollutions").

Pire, alors que le Parlement votait, sans souci des risques pour l'industrie et l'emploi en Europe, un objectif de réduction de - 30 % des pollutions d'ici 2020, même si d'autres pays refusaient de lutter contre le changement climatique, le PSE demandait à "évaluer" plutôt que "réviser" les instruments de défense contre la concurrence des pays non signataires de l'accord de Kyoto. Surtout, le PPE et le PSE refusaient l'application de l'article XX du GATT pour établir des taxes d'ajustement à la frontière afin de protéger l'industrie en Europe contre la concurrence faussée des pays qui continueraient à ne pas respecter la Convention contre le Changement Climatique.

Dans ces conditions, ce rapport, plein d'excellentes intentions écologistes, (et à ce titre, les Verts l'ont voté) devient un appel à la délocalisation et une véritable déclaration de guerre contre le maintien de l'industrie lourde et des emplois correspondants en Europe.

Il reste quelques années à l'Europe pour ajuster ses bonnes intentions à la réalité d'un monde qui exige du courage. L'écologie n'est pas l'ennemie de l'emploi ni de l'activité économique. Encore faut il que la droite et les socialistes, qui prennent enfin conscience des impératifs de la crise du climat, admettent que la défense conjointe et de la planète et de l'emploi exigent une certaine régulation de l'économie mondiale.